

# JICA MAGAZINE

7

JUILLET 2022  
N°005

Nouvelles de l'Agence japonaise de coopération internationale



Aller de  
l'avant  
avec

# L'AFRIQUE

# Aller de l'avant avec L'AFRIQUE

La huitième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 8) aura lieu en août. L'édition 2022 de cette conférence trisannuelle s'inscrit dans la perspective d'une reprise et d'une progression du continent sur le plan économique et social, après une période de stagnation due à la pandémie de COVID-19 et au conflit actuel en Ukraine. Ce dossier spécial dresse un état des lieux de l'Afrique d'aujourd'hui, en train de dépasser son statut de bénéficiaire de l'aide pour prendre les rênes d'un développement rapide, et présente différents exemples de coopération du Japon dans un éventail de domaines. Nous espérons qu'il offrira de nouvelles perspectives sur ce continent.

## INTRODUCTION

# Des partenariats Japon-Afrique en plein développement

À la lumière de son histoire, quelle est la situation actuelle de l'Afrique et pourquoi le continent gagne-t-il de l'importance dans le monde ? Quel type de coopération le Japon a-t-il proposé jusqu'ici et comment ses rapports avec l'Afrique doivent-ils évoluer dans l'ère post-COVID ?

Nous faisons le point sur le contexte des partenariats entre le Japon et l'Afrique.

Avant que la pandémie frappe le monde, beaucoup de pays africains affichaient une croissance économique supérieure à celle des pays développés. D'ailleurs, les gratte-ciel ne sont plus rares dans les villes du continent.

« Même si la famine et la pauvreté restent des problèmes d'actualité, l'Afrique est désormais considérée comme un marché frontière », affirme SHIRATO Keiichi, chercheur spécialisé dans l'Afrique et professeur au collège des relations internationales de l'université Ritsumeikan.

Dans les années 1960, les pays africains ont conquis leur indépendance des régimes coloniaux et engagé des efforts de construction nationale, portés par de grands espoirs. Cependant, dans les années 1970, leurs économies se sont enlisées dans un marasme durable. D'innombrables conflits et coups d'État militaires ont éclaté et des régimes autoritaires ont émergé de toutes parts. Pendant la guerre froide, ces régimes autoritaires étaient soutenus soit par les États-Unis soit par l'Union soviétique, au détriment d'un développement en accord avec les besoins de

## Le potentiel d'un continent dynamique

**1,34** <sup>(2020)</sup> milliard de personnes ▶ **2,49** <sup>(2050)</sup> milliards de personnes  
**17,2 %** ▶ **25,5 %**

Population de l'Afrique en 2020 et population (prévue) en 2050 ; proportion relative par rapport à la population mondiale<sup>1</sup>. La croissance démographique du continent sur 30 ans, qui atteint 85,7 %, dépasse de loin celle de l'Océanie (+34,4 %), en deuxième position, et celle de l'Asie (+14,0 %), continent le plus peuplé du monde.

**19,7** ans

Âge médian <sup>1</sup> de la population africaine (2020). Il est bien plus bas que celui de l'Asie (32 ans). Cette relative jeunesse expliquerait en grande partie le faible taux de décès imputables à la COVID-19 en Afrique, par rapport aux autres continents.

**29,65** millions de km<sup>2</sup>

Superficie de l'Afrique<sup>2</sup>, deuxième plus grand continent du monde après l'Asie (31,03 millions de km<sup>2</sup>). Entre ses points extrêmes, l'Afrique s'étend sur 7 400 km d'est en ouest (soit la distance entre Tokyo et Téhéran) et 8 000 km du nord au sud (soit la distance entre Tokyo et Sydney).

**978** milliards de dollars US

Montant des investissements étrangers directs en Afrique<sup>3</sup>(fin 2020). D'une valeur de 154 milliards de dollars à la fin 2001, ce chiffre a été multiplié par plus de six au cours des 20 dernières années. En revanche, le montant des investissements directs du Japon, qui s'élevait à environ 10 milliards de dollars il y a dix ans, a progressivement diminué.

**54** pays

Nombre de nations africaines membres de l'ONU. L'Afrique représente plus d'un quart des 193 pays composant les Nations unies. Chaque État membre disposant d'une voix à l'Assemblée générale de l'ONU, la communauté internationale se doit de saisir les positions de l'Afrique et les questions qu'elle juge importantes.

la population.

La fin de la guerre froide en 1989 a mis un terme au soutien des deux blocs et les régimes autoritaires se sont effondrés comme des dominos. Des conflits ont alors éclaté dans bon nombre de pays africains. Ce n'est qu'au début des années 2000 que les efforts de médiation orchestrés par la communauté internationale ont porté leurs fruits et qu'une grande partie de ces conflits ont pris fin.

Ensuite, avec l'essor d'économies émergentes telles que la Chine, la demande pour les abondantes ressources que recèle cet immense continent a augmenté, engendrant un afflux massif de capitaux moteur d'une croissance rapide dans toute l'Afrique. Même si le boom des ressources s'est ralenti vers 2014, beaucoup de pays africains ont conservé une croissance soutenue grâce au développement du secteur manufacturier et de celui des services.

« Tenter des généralisations est complexe pour un continent aussi vaste que l'Afrique, mais certaines caractéristiques communes révèlent l'ampleur de son potentiel », soutient SHIRATO. La forte croissance démographique et la jeunesse du continent comptent parmi les facteurs remarquables. Aujourd'hui, une personne sur six dans le monde est africaine et, d'ici 2050, la population du continent devrait atteindre 2,5 milliards

d'habitants, soit environ une personne sur quatre au sein de la planète. En outre, l'âge moyen de la population dans la plupart des pays africains est actuellement inférieur à 20 ans.

« Alors que la population mondiale vieillit, la part de la jeunesse dans la démographie africaine est écrasante, ce qui devrait stimuler la croissance économique », analyse SHIRATO.

Malgré de nombreux défis à relever, tels que la sécurité alimentaire et l'emploi, l'Afrique constitue un marché dynamique offrant de nombreuses opportunités commerciales. Comme l'explique SHIRATO, « aujourd'hui, l'Afrique attend moins d'aide et plus d'investissements de la part du Japon. » Si les entreprises japonaises, dont le marché intérieur se réduit, parviennent à s'établir sur le marché africain, cela devrait profiter aux deux parties.

L'Afrique avance à grands pas et s'affranchit de sa dépendance aux aides pour affirmer son autonomie. Dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, adopté en 2013, les pays africains visent une intégration politique et économique présentant les objectifs de développement pour les 50 prochaines années qu'ils comptent atteindre par leurs propres moyens. « Malgré les perturbations des chaînes d'approvisionnement dues à la pandémie de COVID-19, je crois que les gens avaient davantage la volonté de

## 30 ans de la TICAD



L'acronyme TICAD désigne la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. Ce forum international offre aux dirigeants du Japon, de l'Afrique et de la communauté internationale la possibilité de débattre et de parvenir à un consensus sur l'état du développement africain et sur un plan d'action en la matière. Le gouvernement japonais joue un rôle de premier plan dans la TICAD, dont sept éditions ont été organisées depuis 1993 en collaboration avec l'ONU, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine (CUA).

### 1993 TICAD I (Tokyo, Japon)

Adoption de la Déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique, avec l'engagement de mettre à profit l'expérience de l'Asie pour assurer le développement de l'Afrique. La conférence ravive l'intérêt de la communauté internationale pour l'Afrique.

### 1998 TICAD II (Tokyo, Japon)

Défense de l'importance, du côté africain, des initiatives favorisant l'« autonomie (appropriation) » et, du côté de la communauté internationale, d'un « partenariat » avec les acteurs du développement. Adoption du Programme d'action de Tokyo.

### 2003 TICAD III (Tokyo, Japon)

La TICAD célèbre son 10<sup>e</sup> anniversaire. Elle décide également de soutenir le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) mis en place par l'Union africaine en 2001.

### 2008 TICAD IV (Yokohama, Japon)

Sous le thème « Vers une Afrique qui gagne : un continent d'espoir et d'opportunité », adoption de la Déclaration et du Plan d'action de Yokohama, témoignant des efforts du Japon pour doubler le montant de son APD en Afrique.

### 2013 TICAD V (Yokohama, Japon)

Mise en avant de l'importance en Afrique d'une croissance et d'investissements aiguillés par le secteur privé. Le Japon promet de consacrer jusqu'à 3 200 milliards de yens à des initiatives publiques et privées en Afrique sur cinq ans.

### 2016 TICAD VI (Nairobi, Kenya)

Première TICAD organisée en Afrique et lancement d'un cycle trisannuel. Les participants à la conférence s'engagent à « investir dans l'avenir » en développant les infrastructures, en promouvant des systèmes de santé solides et en établissant les bases de la paix et de la stabilité.

### 2019 TICAD 7 (Yokohama, Japon)

Affirmation des trois piliers de la coopération japonaise en Afrique : améliorer l'environnement commercial par l'innovation, favoriser des sociétés durables et résilientes et renforcer la paix et la stabilité.

### 2022 TICAD 8 (Tunis, Tunisie)

Organisation en mars 2022 d'une réunion ministérielle en ligne pour débattre des priorités du développement africain sur la base de trois pierres angulaires : l'économie, la société et la paix et la stabilité.

surmonter la crise par eux-mêmes. Je ressens clairement la détermination du peuple africain à relever sereinement toutes sortes de défis », a confié MASUDA Junko, directrice générale du département Afrique de la JICA, active dans la région depuis de nombreuses années.

Le Japon est un partenaire de développement et un ami de longue date de l'Afrique. Sa coopération à grande échelle avec le continent remonte aux années 1970 et s'est encore intensifiée depuis l'organisation en 1993 de la première TICAD (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique) et l'identification des problèmes à résoudre en priorité. Selon MASUDA, cette coopération présente trois caractéristiques. « Si les programmes de coopération ont évolué au fil du temps, la JICA a toujours souligné l'importance de placer les principes de la coopération de la JICA en Afrique - « Se recentrer sur les individus », « Respecter l'appropriation », « Utiliser l'expérience japonaise »

L'idée d'une coopération axée sur les personnes se fonde sur la notion de « sécurité humaine », qui elle-même implique de renforcer les capacités de la société afin que chaque être humain puisse réaliser son potentiel. L'avenir repose sur les jeunes. En Afrique, où la population est en pleine croissance, il est essentiel qu'ils aient la possibilité d'achever leur scolarité et d'accéder à l'emploi. « Le projet École pour tous (voir pages 10-11), qui permet

aux communautés locales de participer au fonctionnement des écoles en association avec le gouvernement, compte parmi les initiatives sur lesquelles la JICA se concentre particulièrement », explique MASUDA.

Respecter l'appropriation, c'est soutenir le désir d'autonomie de la population africaine. Les efforts pour répondre aux demandes locales, par la promotion de produits et services provenant d'Afrique ou grâce au projet NINJA (voir pages 6-7), qui accompagne les entrepreneurs locaux aux idées novatrices, se multiplient et s'intensifient.

Tirer parti de l'expérience japonaise signifie que les connaissances et les enseignements acquis par le Japon dans le cadre de la construction d'une nation démocratique, pacifique et prospère pendant une période relativement courte après la restauration de Meiji peuvent servir de références. « Par exemple, l'approche du développement industriel connue sous le nom de KAIZEN, qui a soutenu la croissance économique rapide du Japon, est maintenant adaptée et diffusée en Afrique », explique MASUDA.

Du côté africain, on apprécie vivement la coopération de longue date du Japon, dont les modalités sont appelées à se transformer et à se moderniser. La sécurité internationale est l'un des piliers de cette coopération. En effet, les défis rencontrés par

Photo : Sanyo Engineering & Construction Inc.



Photo : KUNO Shinichi

- 1 L'initiative ABE (African Business Education Initiative for Youth) offre à des jeunes de toute l'Afrique la possibilité d'obtenir un master dans une université japonaise et d'effectuer un stage dans une entreprise du Japon.
- 2 Dans le cadre de ses initiatives pour favoriser la consolidation de la paix et une gouvernance équitable, la JICA soutient des événements sportifs et aide à les promouvoir au Soudan du Sud.
- 3 Dans le domaine de la santé et des soins médicaux, la création d'un système solide et complet représente un défi de taille.
- 4 La coopération de longue date au sein du Noguchi Memorial Institute for Medical Research au Ghana (photo ci-dessous) a produit des résultats exceptionnels pendant la pandémie de COVID-19.
- 5 Accompagnement pour la production de riz, dont la demande croît en Afrique, dans le cadre du développement industriel et rural.



Photo : IZUKA Aiko



l'Afrique ne sont plus des problèmes lointains. Dans un monde de plus en plus globalisé, une crise dans un pays peut avoir des répercussions sur toute la planète, comme le montre clairement la situation en Ukraine. SHIRATO espère que les sociétés africaines deviendront plus stables et prospères, ce qui favorisera la paix et la prospérité au Japon et dans le monde. « Voilà pourquoi il est essentiel pour le Japon de montrer l'importance de la liberté et de la démocratie à travers la planète. »

Le Japon a su adapter à ses spécificités les normes démocratiques introduites par les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. Il peut servir d'exemple aux peuples d'Afrique, qui ont longtemps souffert sous le joug de régimes coloniaux et autoritaires.

Les activités commerciales sont un autre pilier de la coopération avec le Japon. Le continent africain connaît une croissance rapide qui favorise le leapfrogging, un phénomène conduisant un pays à « sauter » un stade de développement naturel pour introduire directement des technologies de pointe, et qui donne ainsi naissance à une multitude d'entreprises innovantes. Par exemple, certains services tels que les paiements électroniques via des plateformes accessibles sur smartphone, désormais plus répandus que le téléphone fixe, sont plus avancés que ceux que l'on trouve au Japon.

« Les entreprises japonaises doivent s'éloigner des modèles classiques pour créer des filiales sur place avec du personnel local doté d'une connaissance approfondie de l'Afrique, et adopter une structure plus flexible qui viendrait « ébranler » en quelque sorte le cadre japonais. Il existe au Japon l'initiative ABE<sup>4</sup>, un excellent programme de bourses d'études qui invite les jeunes d'Afrique à étudier dans des universités et entreprises japonaises. Ce serait formidable de créer un environnement permettant à davantage de diplômés de l'initiative ABE de travailler pour des entreprises japonaises après leur séjour au Japon », déclare SHIRATO. Il espère que la jeunesse du Japon tournera son regard vers l'Afrique, qui constitue un marché particulièrement attractif pour les startups.

Si le Japon et l'Afrique réussissent à approfondir leurs relations pour parvenir ensemble à la paix et à la prospérité, nul doute que cela ouvrira les portes d'un avenir meilleur.



Pour de plus amples informations sur la TICAD, rendez-vous sur le site spécial de la JICA.

# Projet NINJA : encourager l'essor des entrepreneurs

De plus en plus d'entrepreneurs mobilisent les nouvelles technologies pour tenter de résoudre des problèmes sociaux en Afrique. Lancé en 2020, le projet NINJA vise à promouvoir l'esprit d'entreprise, avec un succès croissant.

Un service d'échographie à l'aide d'appareils portables pour les femmes enceintes et les mères allaitantes ; une plateforme numérique permettant aux petits agriculteurs d'obtenir plus facilement des prêts auprès d'institutions financières ; l'intégration de services de mobilité et de fonctions de paiement, dont la demande grandit au rythme de l'urbanisation : il ne s'agit là que d'un échantillon des idées ambitieuses soumises à la JICA lors de son concours de plans d'affaires Afrique 2020.

« Ce concours a été organisé pour soutenir les entrepreneurs prêts à lancer des projets commerciaux innovants dans la période post-COVID. Malgré la pandémie, nous avons reçu 2 713 candidatures provenant de 19 pays, ce qui démontre l'enthousiasme des Africains en quête d'opportunités commerciales », rapporte SAKAMOTO Atsuki, un collaborateur de la JICA travaillant pour la promotion de l'industrie et le soutien aux entreprises en Afrique.

Le concours s'inscrit dans le cadre du « Projet NINJA (Next INnovation with JApan) » de la JICA, une initiative lancée début 2020 dans le but d'accompagner les entrepreneurs des pays en développement. Les entreprises les mieux notées par les juges

du concours ont pu bénéficier de l'assistance de la JICA pour des tests de faisabilité et la mise en relation avec des entreprises japonaises en rapport avec leur activité. Outre le concours, la JICA prévoit un éventail d'initiatives telles que le réseautage avec des entreprises et des investisseurs au Japon et dans d'autres pays ou l'amélioration de l'environnement commercial.

« Jusqu'à présent, la JICA a principalement adopté une approche indirecte, en formant le personnel des agences gouvernementales et d'autres organisations assistant les entreprises privées. Cependant, nous mettons également l'accent sur une approche qui s'adresse directement aux entreprises, car il faut être porté par un sentiment d'urgence lorsque l'on soutient des entrepreneurs engagés dans des activités commerciales innovantes », affirme SAKAMOTO. Pour assurer une croissance économique stable et durable en Afrique, il est essentiel d'encourager les entreprises privées à proposer des produits et services à forte valeur ajoutée, plutôt que de s'appuyer sur les exportations de produits de base et d'autres matières premières. Les fondements d'un développement durable des entreprises privées n'étant pas encore en place en

## Aperçu du projet NINJA

	Planification du développement	Création d'entreprise	Levée de fonds	Développement
Ressources humaines et technologie	Culture de l'esprit d'entreprise	Programmes d'incubation	Concours de plans d'affaires Programmes d'accélération	
Financement			Promotion du capital-risque Promotion des investissements porteurs d'impact	
Information			Soutien aux partenariats stratégiques	Promotion du réseautage d'entreprises
Politique		Recommandation de politiques pour renforcer les écosystèmes Amélioration de l'environnement commercial et d'investissement	Compréhension de l'impact social des startups	

Afrique, la JICA compte soutenir la création d'un environnement propice à l'épanouissement de startups dynamiques.

« L'environnement est marqué par un certain nombre de problèmes sociaux, notamment des infrastructures sous-développées, mais ces difficultés sont également source d'opportunités pour les startups. Lors du concours de plans d'affaires que j'ai évoqué, nous avons reçu beaucoup d'idées consistant à proposer de nouveaux services via des solutions logicielles et autres, sans passer par les infrastructures existantes », explique SAKAMOTO. L'Afrique, où le nombre d'utilisateurs de smartphones augmente rapidement, constitue un marché attractif pour de nouveaux services passant par le développement de logiciels. On trouve de nombreux exemples d'entrepreneurs locaux tentant de s'établir sur ce marché. S'ils arrivent à décrocher un financement de la part d'investisseurs internationaux, leur activité peut décoller rapidement.

Selon SAKAMOTO, qui a travaillé au Rwanda, le contexte historique d'un pays peut favoriser l'esprit d'entreprise.

« Les leaders des pays africains qui sont parvenus à

surmonter les conflits et à mettre un terme aux guerres civiles ont encouragé l'innovation pour ouvrir l'avenir de leur nation. La jeune génération, inspirée par ce mouvement, se lance dans la création d'entreprises avec une véritable volonté de résoudre les problèmes sociaux par ses propres moyens », précise-t-il.

Tout en respectant l'autonomie des peuples africains, la JICA continuera à travailler avec les entrepreneurs locaux pour cocréer des économies et des sociétés plus durables et prospères.

« Lancé il y a peu, le projet NINJA entre progressivement dans sa phase opérationnelle. L'amélioration des systèmes juridiques et de l'environnement commercial est une tâche qui peut s'avérer longue et difficile. Néanmoins, la JICA est dans son élément lorsqu'il s'agit de proposer de nouvelles politiques aux gouvernements centraux et aux institutions gouvernementales. La JICA a l'intention de mettre à profit son expérience en Asie du Sud-Est et ailleurs pour œuvrer résolument à la création d'un meilleur environnement, en coopération avec les gouvernements africains, et pour apporter un soutien aux entrepreneurs. »

## Voix d'entrepreneurs

Ce concours basé en Afrique a recueilli les premières candidatures en juillet 2020 et sa finale s'est tenue au mois de février suivant. Il est coparrainé par Nikkei Inc., grande société de presse japonaise. Les trois meilleures entreprises, sélectionnées par les participants en ligne, nous parlent de leur plan d'affaires et de ce qu'elles ont retiré de la compétition.

### Mobile Scan Solutions [UGANDA]

#### Menyo Innocent

Mobile Scan Solutions est une entreprise ougandaise qui fournit des équipements d'échographie portables en Afrique de l'Est. « En pleine pandémie de COVID-19, nous avons lancé un service de diagnostic pour les femmes enceintes, qu'elles peuvent utiliser confortablement chez elles. Près de 400 futures mères ont pu bénéficier d'exams qui ont permis de détecter des complications dans 16 % des cas. Nous avons ainsi sauvé la vie de mères et de bébés », explique le PDG Menyo Innocent. « Nous avons reçu un soutien important de la part de la JICA, notamment un financement et



des conseils d'experts, ce dont nous lui serons éternellement reconnaissants. »

### Agrinfo [TANZANIE]

#### Rose Funja

Grâce à la technologie numérique, Agrinfo fournit aux petits exploitants agricoles de Tanzanie des informations sur les terres agricoles et les conditions météorologiques. En assurant une productivité plus stable pour les agriculteurs et en quantifiant leur solvabilité, le projet facilite l'octroi de prêts par les institutions financières et favorise la croissance des exploitations. « Nous nous sommes inscrits au concours juste au bon moment. La technologie que nous avons créée permet de transmettre aux agriculteurs via leurs smartphones des données précises recueillies par drone. Nous avons beaucoup appris des programmes



d'études, qui se sont déroulés en ligne ou en présentiel, et nous continuons de mettre ces connaissances en pratique. »

### TranSoniCa [GHANA]

#### Daniel Elliot Kwantwi

TranSoniCa propose des services efficaces de paiement et de règlement par le biais de la technologie sans contact, très répandue au Japon. Ce système permet d'effectuer des paiements sans manipuler de monnaie, ce qui aide à prévenir le vol du produit des ventes. Il fournit également des informations de crédit qui peuvent faciliter l'octroi de prêts bancaires. Daniel Elliot Kwantwi, son PDG, a créé l'entreprise après avoir postulé au programme de master et de stage de l'initiative ABE (African Business Education Initiative for Youth). « Les experts de la JICA nous ont aidés dès le test de faisabilité. Autre avantage majeur, notre participation au concours a renforcé la présence et la crédibilité de notre entreprise. »



# Les couloirs transfrontaliers, vecteurs de croissance

En Afrique, dont nombre de pays sont enclavés ou possèdent des marchés de petite taille, l'intégration économique régionale est considérée comme un moyen de parvenir à la croissance en collaboration avec les pays voisins.

Le développement de couloirs joue un rôle majeur dans ce processus. En s'appuyant sur l'exemple du Corridor Nord en Afrique de l'Est, cet article examine certains aspects clés du développement transnational.

Les communautés économiques régionales ont pour objectif de créer des zones économiques plus vastes grâce à l'établissement de marchés, de monnaies et de systèmes tarifaires communs. Un volet indispensable de ce processus consiste à développer des routes, des chemins de fer et d'autres infrastructures assurant l'interconnexion d'une région. Le développement de grands couloirs reliant pays enclavés et pays côtiers ouvre notamment de nouvelles opportunités commerciales et stimule les économies de toute la région.

C'est pourquoi la JICA soutient la création de corridors en Afrique. Cette approche du développement régional implique la mise en place d'infrastructures matérielles telles que des routes et des ports, mais aussi organisationnelles, telles que des institutions et des ressources humaines pour faciliter la logistique. Le Japon soutient le « développement de corridors »

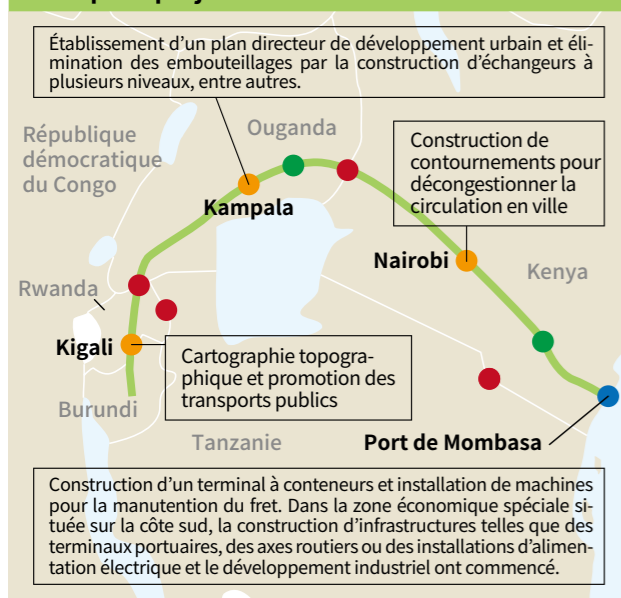
en Afrique, caractérisé par une coopération touchant aussi bien aux aspects matériels qu'organisationnels, avec plusieurs projets de ce type en cours.

Un exemple est celui du Corridor Nord qui relie le Kenya à l'Ouganda, au Rwanda et au Burundi. En 2017, la JICA a élaboré le plan directeur du Corridor Nord à la demande du Kenya et de l'Ouganda. « Cette région présente un formidable potentiel de développement économique. Le volume de marchandises transitant par le port de Mombasa (Kenya), plus grand port d'Afrique de l'Est, augmente d'environ 20% par an et le volume actuel devrait doubler d'ici 2030 », explique HIRAYAMA Shuichi, expert de la JICA. « Bien que la plupart des marchandises soient actuellement importées, les exportations de café, d'aliments transformés, de pétrole brut, de ressources minières, etc. devraient augmenter. De plus, la population de la région est en hausse. Si nous parvenons à produire plus de denrées alimentaires de qualité, le volume des échanges intrarégionaux progressera également. » En 2019, HIRAYAMA a été affecté pour trois ans au secrétariat de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), dont l'objectif est de promouvoir l'intégration économique régionale entre six pays d'Afrique de l'Est. Il y est chargé du développement des infrastructures régionales.

La première étape du développement du Corridor Nord a été la définition d'un plan directeur incorporant un large éventail de projets. Divers donateurs, parmi lesquels d'autres pays, des organisations internationales et des entreprises, apportent leur concours au renforcement des routes, ports, chemins de fer et installations frontalières. La JICA est en train de développer la zone portuaire de Mombasa, d'étendre les routes pour réduire les embouteillages et de créer des pôles industriels grâce à des zones économiques spéciales. Elle construit également des échangeurs à plusieurs niveaux pour désengorger Kampala, la capitale ougandaise, ainsi que des ponts à travers le pays.

Un autre aspect essentiel du développement du Corridor Nord est l'amélioration des infrastructures organisationnelles, comme les opérations frontalières. La gestion des frontières implique toutes sortes de procédures liées à l'immigration, aux douanes ou aux quarantaines, par exemple. Autrefois, ces formalités s'effectuaient sur des sites distincts. « Nous avons

## Principaux projets de la JICA dans le Corridor Nord



- = Capitale ● = Port et rade
- = Amélioration des ponts
- = Poste-frontière à guichet unique (OSBP)

Port de Mombasa, le plus grand d'Afrique de l'Est. Le développement de ses installations et son fonctionnement efficace répondent à une demande en pleine expansion.



En Ouganda, un pont sur le Nil intégré au Corridor Nord a augmenté les capacités de transport. Il permet également de préserver la sécurité routière.

Poste-frontière à guichet unique de Namanga en Tanzanie. Au premier plan se trouve la zone de contrôle de l'immigration, où se déroulent toutes les formalités de sortie du Kenya et d'entrée en Tanzanie. Au fond, on aperçoit le bureau des douanes.



maintenant le poste-frontière à guichet unique (OSBP), qui permet de réaliser la totalité des procédures sous le même toit. Le personnel suit des formations pour améliorer l'efficacité des opérations, et la durée de certains passages de frontières qui nécessitaient plusieurs jours a été réduite à moins de huit heures », explique HIRAYAMA. Une législation est également en cours d'élaboration pour uniformiser les règles de sécurité routière au sein de la région.

Selon HIRAYAMA, les axes logistiques entre le Kenya et l'Ouganda produisent déjà des effets positifs. Le plan directeur prévoit leur achèvement d'ici 2030. « Lors du sommet de la CAE en 2019, son secrétaire général a indiqué que le temps de transport des marchandises entre le port de Mombasa et Kampala était passé de 21 jours à 4 jours. Les résultats sont manifestes et la logistique ne cesse de s'améliorer. »

En outre, le recours à la technologie, et notamment la numérisation, devrait encore améliorer l'efficacité et la sécurité des transports.

Cependant, le développement du Corridor Nord est loin d'être achevé. « L'objectif principal d'un tel couloir est de



À l'intérieur des bureaux de la CAE. HIRAYAMA (tout à gauche) en compagnie du secrétaire général de la CAE, ainsi que du directeur et des membres de la Direction des infrastructures.

permettre un développement socioéconomique uniforme dans l'ensemble de la région. Si la croissance a été notable dans les grandes zones urbaines, il faut poursuivre la coopération pour veiller à ce que les bénéfices de ce projet s'étendent aussi aux villes de taille moyenne et aux zones rurales. » L'intégration économique de la CAE est désormais en vue, et permettra à l'Afrique de l'Est de véritablement déployer ses ailes.

# École pour tous : intégrer la communauté au cœur de l'éducation

Le projet École pour tous est actuellement mis en œuvre dans neuf pays africains. Les parents, les enseignants et les membres de la communauté travaillent main dans la main pour améliorer la qualité et l'accessibilité de l'école. Nous avons discuté des résultats et de l'avenir de cette initiative avec deux de ses acteurs clés.

Le Niger compte parmi les pays les plus pauvres du monde. En 2002, 41,7 % des enfants seulement étaient inscrits à l'école primaire. Enseignants, locaux ou infrastructures scolaires, matériels pédagogiques, fournitures scolaires : tout faisait défaut. Pour répondre à ces problèmes, la JICA a lancé en 2004 le projet de coopération technique « École pour tous », visant à améliorer l'environnement éducatif des enfants du Niger.

« La volonté d'instruire les enfants était bien présente, mais le budget national s'avérait insuffisant. Le point de départ du projet était de créer un système dans lequel les parents et les membres de la communauté pourraient coopérer avec les responsables des écoles et le gouvernement dans le but

d'améliorer ensemble l'éducation », se souvient HARA Masahiro, consultant en développement éducatif ayant participé au projet depuis sa phase initiale.

Les comités de gestion des écoles, auparavant composés de personnalités locales influentes, ont été réformés pour permettre à tous les membres de la communauté d'y prendre une part active. « Des votes à bulletins secrets ont été mis en place pour sélectionner des dirigeants motivés. Des réunions communautaires ont été organisées pour discuter des besoins, et les questions soulevées ont été intégrées dans les plans d'activités, qui ont ensuite été mis en œuvre et évalués », explique HARA. Le projet a permis d'améliorer considérablement

l'environnement éducatif grâce aux efforts de chaque communauté. Par exemple, des bâtiments scolaires couverts d'un toit de chaume et des bureaux en briques séchées au soleil ont été construits sans déboursier d'argent. Résultat de ces initiatives : en 2010, le taux d'inscription à l'école primaire au Niger atteignait presque 100 %. Ce modèle de gestion d'une école avec la participation de la communauté s'est diffusé dans plus de 70 000 établissements primaires et secondaires, non seulement au Niger, mais également dans neuf autres pays africains.

« Le modèle de gestion de l'École pour tous, fondé sur la collaboration communautaire, est en phase avec la réalité et la politique éducative de notre pays », déclare Desnos Télésphore ANDRIANANDAZANA, du Ministère de l'Éducation Nationale de Madagascar. Le projet École pour tous est mené à Madagascar depuis 2016. La mise en place de cours supplémentaires depuis 2019 a permis l'introduction d'une méthode d'enseignement basée sur les niveaux de compétence des enfants (TaRL), ce qui a significativement amélioré les résultats moyens des élèves. « En plus de permettre le rattrapage des plus de 300 heures de cours manquantes par rapport à celles qu'ils devraient suivre chaque année, les cours supplémentaires donnent aux enfants l'envie d'apprendre en leur proposant une approche ludique. » Les cours sont assurés par des enseignants volontaires, avec l'appui de membres de la communauté et d'autres acteurs. Ces initiatives contribuent également à rétablir des possibilités d'apprentissage que la pandémie de COVID-19 avait fait disparaître.

À Madagascar, un programme communautaire de repas scolaires a été lancé en 2017. Des bénévoles issus de la communauté fournissent de la nourriture et cuisinent pour les

enfants qui n'ont pas assez à manger durant les mortes-saisons agricoles ou les périodes de soudure. « L'objectif de ces repas est de maximiser la fréquentation scolaire (maximisation de la scolarisation et réduction du taux d'abandon) et d'améliorer la qualité de l'apprentissage (nette hausse du taux de réussite scolaire). À terme, nous souhaitons proposer aux élèves des repas scolaires nutritifs, produits dans la région, pour une consommation locale », explique Desnos ANDRIANANDAZANA. Dans d'autres pays, il n'est pas rare que les comités de gestion des écoles soutiennent la culture de jardins potagers et l'utilisation des légumes récoltés pour préparer les repas scolaires. Les écoles participantes apprennent également aux enfants à bien se laver les mains, ce qui contribue notamment à la prévention des maladies infectieuses. Adapté aux besoins locaux, le programme promeut l'apprentissage des enfants par l'acquisition de connaissances scolaires, mais également par des approches interdisciplinaires dans des domaines tels que la nutrition et l'hygiène.

« Même s'il existe des différences entre les pays et que le contexte culturel joue un rôle, nous désirons tous la même chose : que les enfants soient heureux. Je pense que l'École pour tous est une approche universelle », affirme HARA. Ces initiatives qui favorisent la collaboration entre les communautés et les écoles renforcent les capacités des enfants, qui sont l'avenir de l'Afrique.



1



2

## à MADAGASCAR

- 1 Un cours supplémentaire de mathématiques. Des bâtons servent à apprendre les additions.
- 2 Les enfants adorent l'heure du déjeuner à l'école ! Les repas scolaires préparés et fournis par la communauté améliorent la concentration des enfants, et donc la qualité de l'apprentissage.
- 3 Vote pour élire les membres du comité de gestion de l'école.



3



## au NIGER

Réunion organisée par les membres de la communauté pour discuter de la gestion de l'école. Les comités de gestion des écoles naissent de la volonté partagée de s'affranchir des vieilles coutumes et de soutenir l'épanouissement des enfants.



## au MALI

Le coup d'État de 2012 a obligé la JICA à évacuer son équipe d'experts. Le gouvernement malien a toutefois maintenu ses activités et après sept ans d'interruption, l'envoi d'experts japonais a repris en 2019.

# Vers la paix et la stabilité, bases du développement

La paix et la stabilité constituent un socle indispensable au développement de l'Afrique. La JICA continue de soutenir la reconstruction et la consolidation de la paix dans les États touchés par un conflit, afin de contribuer à l'édification d'institutions dans lesquelles la population peut avoir confiance et d'améliorer la gouvernance, tout en fournissant une assistance complète aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et aux communautés d'accueil. Voici trois études de cas représentatives des efforts déployés dans toute l'Afrique, notamment via la « coopération Sud-Sud », pour permettre le partage d'expériences et l'apprentissage mutuel entre différents pays.

 RWANDA /  RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## Réintégrer les ex-combattants dans la société

Conseiller de programme de la JICA, Bureau de la JICA au Rwanda YAMACHIKA Ryusuke

Considéré comme l'un des pays les plus sûrs d'Afrique, le Rwanda a connu des périodes sombres : un conflit au début des années 1990 puis un génocide en 1994, suivi d'un conflit régional. À mesure que le souvenir des violences s'estompait, le Rwanda a mis en place un programme de DDR (désarmement, démobilisation et réintégration). Cette initiative visait à ramener la taille de l'armée à un niveau approprié, à collecter les armes des anciens combattants et à réintégrer ces personnes dans la société. Le soutien de la JICA a principalement porté sur la réintégration. Les ex-combattants et les personnes handicapées ont ainsi bénéficié de formations professionnelles afin de leur assurer un revenu et l'indépendance économique.

Cet effort de consolidation de la paix au Rwanda est considéré comme une réussite. La République centrafricaine, qui a traversé une longue période de coups d'État et d'instabilité politique, s'est intéressée à cette expérience. En février 2021, son ministre des Affaires étrangères s'est rendu au Rwanda et a sollicité la coopération technique du pays pour la mise en œuvre d'une initiative de DDR. La JICA a alors proposé son assistance aux représentants rwandais. Elle a fourni un soutien essentiellement indirect en mettant sur pied un voyage d'étude d'une semaine en février de l'année suivante, dont les représentants rwandais ont élaboré le programme. Celui-ci incluait un examen des enseignements tirés d'autres situations où la JICA a apporté son appui à la réintégration et à la prise en compte des personnes handicapées. Côté rwandais, accueillir

les représentants d'un autre pays s'est révélé une expérience enrichissante qui a renforcé la confiance des autorités dans leur travail. Quant à la République centrafricaine, elle s'est dite très satisfaite du voyage d'étude, dont le contenu spécifiquement pensé et basé sur des expériences réelles lui a permis de créer un programme de DDR adapté à sa propre situation.

Depuis cette visite, le Mozambique et d'autres pays ont manifesté leur intérêt pour bénéficier d'un soutien similaire de la part du Rwanda. La coopération intrarégionale en Afrique est appelée à se poursuivre.

Photo : Rwanda Cooperation



Visite d'un centre de formation professionnelle pour les ex-combattants démobilisés dans le cadre du voyage d'étude. D'anciens combattants ont partagé leurs expériences avec les participants.

 OUGANDA /  SOMALIE

## Apprendre de ses voisins en Afrique

Conseillère senior de la JICA KOMUKAI Eri / Conseillère senior de la JICA DOHI Yuko



Les représentants du gouvernement somalien ont été accueillis par les responsables ougandais.

La Somalie s'est extirpée de l'anarchie engendrée par les conflits et a mis en place un gouvernement unifié en 2012. L'année suivante, la JICA a relancé son aide bilatérale. En 2020, la JICA a invité de hauts responsables du gouvernement somalien au Japon pour leur montrer la reconstruction de la ville de Hiroshima après la Seconde Guerre mondiale et celle qui a suivi le grand séisme de l'est du Japon. S'ils y ont appris de nombreuses choses, notamment sur la reconstruction de villes en collaboration avec les communautés, ils ont également fait part de leur désir de voir certains exemples en Afrique, afin de disposer de références plus proches de leur situation. Le nord de l'Ouganda a donc été choisi comme modèle.

Le nord de l'Ouganda a connu plus de 20 ans de conflit, en particulier dans la sous-région d'Acholi, dont plus de 90 % des habitants ont dû fuir vers d'autres parties du pays. Depuis la fin du conflit, la JICA apporte son soutien sur place et la transition de la reconstruction au développement est en bonne voie.

Fin janvier 2022, neuf représentants des autorités somaliennes ont visité pendant cinq jours la sous-région d'Acholi. Les responsables ougandais leur ont décrit en détail le travail de reconstruction effectué, les difficultés rencontrées au cours du processus et les divers enseignements tirés. Ils ont insisté sur le fait que la reconstruction ne peut avancer sans tenir compte des gens et des sentiments qui les animent, par exemple la haine ou la méfiance. Sensibiliser la population importe tout autant que reconstituer les infrastructures.

Au cours de la visite, un participant somalien a confié que la grande vitalité des habitants de cette ancienne zone de conflit l'avait rassuré quant au fait qu'ils pouvaient, eux aussi, rétablir la paix. Cette expérience de reconstruction en Afrique même a offert aux Somaliens un exemple de réussite stimulant et proche de ce qu'ils connaissent. La JICA entend continuer à soutenir activement ce type de partage d'expériences.

 NIGERIA

## Les leçons du redressement japonais de l'après-guerre

Expert de la JICA KOGA Sumiko



45 responsables gouvernementaux du nord-est du Nigeria, touché par un conflit, ont participé à un atelier organisé en janvier 2021.

Pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria connaît une croissance économique constante. La pauvreté reste néanmoins très présente. En outre, Boko Haram et d'autres groupes extrémistes sévissent actuellement dans le nord-est du pays, tandis que des bandits armés menacent la sécurité de la région centre-nord. La JICA coopère avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui dispose d'un bureau au nord-est du pays, afin de promouvoir la consolidation de la paix et un développement durable.

En 2018 et 2019, le PNUD et la JICA ont conjointement invité au Japon des responsables gouvernementaux de trois États du nord-est pour leur présenter les enseignements tirés de la reconstruction du Japon au sortir de la guerre et leur proposer une formation sur le rôle des autorités locales et la collaboration avec les communautés. Lors d'un atelier de suivi organisé pour répondre à la demande de partager ces expériences avec un plus grand nombre de collègues, la question clé de la nécessité de renforcer les capacités des fonctionnaires des gouvernements locaux a été soulevée. À la suite

de cette remarque, il a été décidé d'organiser en 2021 des ateliers à destination des fonctionnaires des autorités locales. Les ateliers, qui se sont tenus en ligne du fait de la pandémie de COVID-19, ont réuni en janvier 45 participants du nord-est du Nigeria, puis en octobre 48 participants, dont des représentants de la région centre-nord.

Ces ateliers ont abordé la question du renforcement des communautés en s'inspirant de la reconstruction de la ville de Hiroshima après la guerre. Ils incluaient des conférences sur les mécanismes favorisant la collaboration au sein de la communauté et sur les caractéristiques d'un gouvernement local efficace, ainsi que d'autres recommandations pour assurer la consolidation de la paix. Une partie des habitants étant mécontents des performances de leurs pouvoirs publics, plusieurs participants ont souhaité savoir comment établir une relation de confiance avec la population. Un participant a en outre déclaré : « J'aimerais partager l'expérience japonaise avec notre communauté locale. » Nous espérons pouvoir continuer à créer des occasions comme celle-ci de soutenir les zones touchées par un conflit au Nigeria.

## Le nouveau président de la JICA expose ses objectifs : des projets concrets pour un engagement mondial

Lors de l'annonce de sa nouvelle nomination au poste de président de la JICA le 1<sup>er</sup> avril, TANAKA Akihiko a fait part de sa détermination à « se rendre sur le terrain chaque fois que possible pour promouvoir la coopération du Japon au développement et pour communiquer la vision de la JICA au niveau national et international ».

« Nous devons rappeler au monde la présence de la société japonaise, tout en maintenant des relations étroites avec les populations locales », a affirmé le président



TANAKA. Il a également évoqué les défis auxquels s'attaquera la JICA durant son mandat.

À propos des objectifs et du plan à moyen terme de la JICA sur cinq ans, le président TANAKA a précisé : « Ma tâche est d'assurer une mise en œuvre régulière et efficace. » Rappelant que le concept de sécurité humaine est intégré dans les ODD, notamment dans les principes d'un « développement centré sur l'être humain » et consistant à « ne laisser personne de côté », il a aussi souligné que la JICA avait rassemblé ses expériences et ses forces pour les inscrire dans son Agenda global afin de mieux contribuer aux ODD.

Le président TANAKA est résolu à partager l'expérience du Japon en matière de développement, marquée par une succession d'échecs et de réussites, ainsi que son engagement en faveur de la recherche conjointe sur des défis mondiaux tels que la protection de l'environnement et la prévention des catastrophes. À cette fin,

les universités et les instituts de recherche du Japon et des régions en développement doivent collaborer pour réaliser et mettre en œuvre de nouvelles découvertes scientifiques et technologiques.

Les échanges internationaux, dont la voilure a été fortement réduite durant la pandémie, commencent tout juste à reprendre. Le président TANAKA a indiqué que la mission actuelle de la JICA était de rassurer les pays, en particulier ceux en développement, quant au fait que le Japon reste actif sur la scène du développement. La JICA compte recommencer à envoyer des experts et des volontaires en nombres identiques à ceux d'avant la pandémie.

Au cours de son précédent mandat à la présidence de la JICA, TANAKA avait visité 57 pays et organisé 82 réunions au niveau des chefs d'État. « Je voudrais continuer à approfondir mes relations avec les dirigeants du monde entier et réaliser la vision de la JICA consistant à guider le monde avec confiance », a-t-il déclaré.

\* L'Agenda global de la JICA est une stratégie composée de 20 enjeux grâce auxquels la JICA contribuera à la réalisation des ODD et à la concrétisation des ambitions du Japon en matière de coopération au développement, telles que la « sécurité humaine », une « croissance de qualité » et la « résolution des problèmes mondiaux ».

## La JICA signe un accord de prêt d'APD avec l'Ukraine : Apport d'un soutien financier d'urgence pour atténuer la crise économique provoquée par l'invasion

Le 16 mai, la JICA a signé un accord de prêt avec le gouvernement ukrainien, durant une réunion en ligne entre Tokyo et Kiev, afin de fournir au pays un financement à hauteur de 13 milliards de yens (l'équivalent de 100 millions de dollars US) sous la forme d'un prêt de relance économique d'urgence à l'appui de la politique de développement dans le cadre de l'APD du Japon.

Ce prêt est destiné à soutenir les réformes de la politique économique ukrainienne, notamment à encourager la démonopolisation et l'action des institutions de lutte contre la corruption, à consolider les

marchés fonciers et du crédit et à resserrer le filet de sécurité sociale. En coopération avec la Banque mondiale, il fournira une aide financière à l'Ukraine, confrontée à une crise économique provoquée par l'invasion militaire actuelle. Ce prêt vise à renforcer la stabilité et le développement socioéconomiques de l'Ukraine au moyen de réformes, tout en contribuant aux ODD

3 (Bonne santé et bien-être), 8 (Travail décent et croissance économique) et 16 (Paix, justice et institutions efficaces).



Le ministre ukrainien des Finances Sergii Marchenko, à Kiev, et le président de la JICA TANAKA Akihiko, à Tokyo, ont signé l'accord de prêt le 16 mai.

## Appliquer les leçons du développement japonais en Tunisie

Chargé de programme senior au bureau de la JICA en Tunisie, Youssef Mejai se réjouit de pouvoir contribuer au progrès de son pays, en s'appuyant notamment sur les enseignements tirés par le Japon tout au long de son parcours de développement.

Depuis qu'il a rejoint l'organisation en 2018, avec un large éventail de responsabilités, Mejai travaille au suivi et à la coordination de projets techniques et financiers dans les domaines de l'environnement et du développement industriel. Il s'occupe également de la coopération avec le secteur privé et a participé à la mise en œuvre de certaines initiatives mondiales de la JICA en Tunisie, notamment l'initiative ABE (African Business Education Initiative for Youth), l'initiative KAIZEN (Africa Kaizen Initiative) et le projet NINJA (Next INnovation with JAPAN).

Cependant, c'est avec la Chaire JICA, un nouveau programme d'études du Japon créé en 2020, que Mejai a le sentiment d'avoir le plus d'impact. Le Japon est la première nation non occidentale à s'être modernisée. Par conséquent, son expérience est riche d'enseignements potentiels pour les pays en cours de développement. La Chaire JICA a pour ambition de former « les futurs dirigeants de pays en développement en association avec différentes universités japonaises, par le biais d'une série de conférences présentant l'histoire du Japon et son expérience en matière de développement », explique Mejai.

Le partage de cette expérience avec les partenaires de la JICA permet de « réfléchir aux meilleurs moyens d'adapter » les méthodes ayant fait leurs preuves au

Japon « au contexte national propre à chaque pays en développement ». Selon M. Mejai, l'un des enseignements clés pour la Tunisie qui, comme le Japon, est relativement pauvre en ressources, est que le capital humain d'un pays constitue « sa ressource la plus précieuse et la plus payante ».

« Investir dans un système éducatif de qualité est un levier important pour dynamiser la trajectoire de développement d'un pays, surtout lorsque celui-ci manque de ressources naturelles », ajoute-t-il.

En Tunisie, la Chaire JICA a été inaugurée en 2021 en collaboration avec l'École nationale d'administration (ENA), la principale institution de formation des fonctionnaires du pays. Les 50 étudiants qui ont suivi le cours ont trouvé l'expérience, notamment les interactions avec les professeurs japonais, particulièrement enrichissante. La Chaire JICA a offert à un groupe d'étudiants l'occasion de constituer un « cercle japonais » et de mettre en place des activités de suivi afin de poursuivre la relation de coopération avec la JICA.

Avec les autres membres de l'équipe impliquée dans la création de la Chaire JICA, Mejai a eu l'honneur de recevoir en mars 2022 le Prix du président de la JICA, un événement interne organisé chaque année.

Par le biais de son travail à la JICA, il espère contribuer à la promotion de concepts tels que l'esprit « KAIZEN » et au développement de nouvelles entreprises dans son pays, tout en continuant à jeter des ponts entre le Japon et la Tunisie.



Chargé de programme senior, JICA Tunisie  
Youssef Mejai

Mejai présentant le projet KAIZEN à des étudiants de l'ENA lors d'un événement de suivi de la Chaire JICA, le 27 avril 2022.



# Le travail de la JICA salué par le Parlement ougandais

Charles Onen

Député, Pece-Laroo, Gulu

La JICA est un bon Samaritain des temps modernes. Le 15 décembre 2021 restera gravé dans le cœur des députés et de l'Ouganda tout entier comme le jour où le Parlement a reconnu le soutien apporté au pays par la JICA dans divers domaines. Il s'agit d'une première en Ouganda, remarquable par le fait que le regretté président du Parlement a ainsi honoré la contribution d'un partenaire ayant soutenu notre pays contre vents et marées.

J'ai déposé une motion pour que le Parlement applaudisse la JICA et d'autres agences pour leur aide au développement dans le « nord de l'Ouganda ». D'autres députés ont soutenu la motion, dont l'intitulé a été modifié pour mentionner l'« Ouganda » dans son ensemble. Depuis le début de son action dans le pays en 1966, la JICA a apporté d'importantes contributions à la vie des Ougandais.

La JICA ne donne pas d'une main en attendant de recevoir une contrepartie de l'autre. Son soutien est de nature humanitaire et aucune de ses subventions n'est assortie d'obligations. Elle a fourni un appui colossal aux communautés accueillant des réfugiés, ainsi qu'à la construction de routes et d'autres infrastructures. Par exemple, la JICA a injecté 36,8 millions de dollars US dans la région du Nil occidental pour la construction de routes, a soutenu l'amélioration des routes gérées par le conseil municipal de Gulu et a mené des projets agricoles dans l'ensemble du pays. D'autres actions sont également en cours pour renforcer la résilience des districts impactés et de ceux qui accueillent des réfugiés.

Les nouvelles routes ont transformé le visage de Gulu. Leur beauté et leur qualité sont telles que même les habitants du centre de l'Ouganda sont émerveillés lorsqu'ils visitent la ville.

Si vous passez par les couloirs de l'hôpital régional de référence de Gulu, lieu autrefois craint dont on ne pensait ressortir que les pieds devant, vous constaterez la détermination de la JICA à améliorer le système de santé en Ouganda. On y trouve un centre parfaitement équipé qui incite les mères, auparavant réduites à accoucher chez elles, à revenir à l'hôpital.



Les routes construites avec l'aide de la JICA sont désormais une fierté locale.

En décembre 2021, la JICA a remis des installations de soins complètes et entièrement équipées d'une valeur de 37 milliards de shillings ougandais (10 millions de dollars US) aux hôpitaux régionaux de référence (HRR) de Lira, Gulu et Arua dans le cadre du projet d'amélioration des HRR du nord de l'Ouganda.

La JICA a également œuvré dans le secteur de l'agriculture, des écoles et des infrastructures générales. Toutes ces activités destinées à améliorer la vie des populations constituent des modèles pour de nombreux partenaires du point de vue de l'intégrité et des normes de qualité.

L'éducation me passionne et je sais combien il est difficile de gouverner dans un contexte marqué par l'analphabétisme. Par conséquent, mon souhait pour l'avenir est que le nord de l'Ouganda poursuive sa collaboration avec la JICA, surtout dans les domaines du développement des infrastructures et de l'éducation. Le décrochage scolaire est fréquent dans le district de Gulu (37 % des garçons et 43 % des filles dans le secondaire). Ce problème a des répercussions sur les menaces pour la sécurité. Nous pensons qu'un centre de formation professionnelle moderne peut aider les jeunes à acquérir des compétences et réduire ainsi le taux d'abandon. Il permettra également aux jeunes dont l'éducation a été interrompue par l'insurrection de s'insérer dans la société et de subvenir à leurs besoins.

\* une personne charitable ou serviable (en référence à Luc 10:33)

## PROFIL

Le révérend père Charles Onen est un prêtre catholique de 45 ans au service de l'archidiocèse de Gulu depuis 9 ans. Il a obtenu une maîtrise en théologie à l'université pontificale urbaine de Rome et étudié la philosophie à l'université de Makerere. Il se passionne pour l'éducation et l'apostolat biblique, désireux de faire aimer le Christ par tous. Également homme politique, il est député de Pece-Laroo (circonscription de Gulu est). Ses domaines d'action prioritaires sont l'unité, le développement et l'amélioration du niveau de vie.



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est l'une des plus grandes agences d'aide bilatérale au monde, soutenant les avancées socioéconomiques des pays en développement dans différentes régions de la planète.

Depuis juillet 2021, JICA's World est devenu JICA Magazine.

**JICA**  
MAGAZINE  
est une publication de la JICA

Éditrice : TAKEDA Sachiko Département des médias et des relations publiques  
Nibancho Center Bldg. 5-25 Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japon  
Tél. : +81-3-5226-6660 Fax : +81-3-5226-6393 <https://jicamagazine.jica.go.jp/fr/>  
Édité en coopération avec CCC Media House

Crédits photo couverture : IIZUKA Akio (en haut à droite), Getty Images (à droite, deuxième photo à partir du haut), IMAMURA Kenshiro (en bas), SUNTEC (à gauche, deuxième photo à partir du bas).

